

Conseil Municipal
du 2 mars 2017
✧ ✧ ✧ ✧ ✧
Procès verbal de réunion

N°	Intitulé
1	ROB
2	Marchés publics - Commission de délégation de service public (DSP) – Election des membres suite au dépôt des listes
3	Administration générale - Commission Consultative des Services Publics Locaux
4	Marchés publics- Commission Consultative des Services Publics Locaux
5	DIVERS - Demande d'achat de structures du service espaces verts
6	SPORT - Soutien à l'organisation d'évènements sportifs
7	PLUi - Reversement de DGD de la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté
8	Délégation du service public eau de Mayenne – Choix du mode de gestion
9	Délégation du service public d'assainissement de Mayenne – Choix du mode de gestion
10	Groupeement de commandes – Maintenance chauffage, ventilation, climatisation

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	32	
Conseillers présents ou représentés	26	L'an deux mille dix-sept, le 24 février, M. ANGOT, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 2 mars au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal, à 20 heures.
Contre	0	
Pour	26	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 2 mars 2017

Assistaient à la séance :

M. ANGOT, Maire, M. BOURGUIN, Mme BELLON, M. LANDEMAINE, Mme LANCIEU, M. LESAIN, Mme BAR, M. LE SCORNET Adjoints ; Mme LODE, M. CORDIER, Mmes CREUSIER, OLIVIER, VIDY, MM. LAVANDIER, MARTINEZ-PEREZ, ORDRONNEAU, PAILLASSE, Mmes PELE, LEFEBVRE, ADAM, MM. MORIN, REBOURS, Mme BEUNEUX, M. EBALE NLO, MM. FAUCON, TROUILLET conseillers municipaux.

Excusés :

Mmes RAMADANE, COME, TRIPOTEAU, COUTURIER, M. LAURENT, Mme BURGEOT.

Mme LEFEBVRE a été désignée comme secrétaire de séance.

1 – ROB

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2017

M. LESAIN expose :

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du Budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette. Pour les communes de + de 10 000 habitants, ce rapport doit également présenter la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs.

M. le Maire : « Merci au personnel qui a travaillé sur ce long rapport. Les points clés du rapport sont la diminution des dotations de l'État.

M. BOURGUIN : « Quand on cumule toutes les baisses de dotations depuis 2014 jusqu'en 2020, ça fait 6 127 000 euros de baisse. »

M. LESAIN : « C'est du manque à investir. »

M. BOURGUIN : « Sur Mayenne Communauté, ça représente 5 300 000 euros. Vous imaginez tous les efforts qui ont dû être faits en terme de fonctionnement. On arrive quand même à garder une épargne. »

M. le Maire : « Merci pour ce calcul, ça permet de se rendre compte des difficultés. L'autre point clé c'est 1 % d'augmentation des charges du personnel. Ça veut dire qu'il faut être très dur et très exigeant en matière de remplacement et que chaque renouvellement de poste doit être analysé attentivement. L'autre point, c'est l'absence d'augmentation de la fiscalité car on a décidé une augmentation légère en ce qui concerne la Communauté de Communes afin que nos ménages ne soient pas trop contraints. Je rappelle que quand je suis devenu Maire on était à 8 ans d'endettement et on est à 4 ans maintenant. On commence à s'inquiéter quand on est supérieur à 12 ans. On a connu dans le département, des communes qui étaient à plus de 25 ans. »

M. BOURGUIN : « Il y en a une en Mayenne qui est à plus de 55 ans. »

M. le Maire : « En fin de mandature, on sera à 2 années. On a tout de même un niveau d'investissement convenable. Je rappelle les ennuis que nous avons eu avec Copainville. Ce sera un étalement du remboursement sur dix ans. Au quotidien, c'est extrêmement difficile pour l'administration, la municipalité et chacun d'entre vous dans vos commissions. C'est aussi difficile pour les services, notamment pour les remplacements. On touche un plancher où il sera difficile de descendre plus bas. On vous a décrit de manière complète nos difficultés, mais dans deux ans, si on continue ainsi, ça devrait passer. On n'a pas voulu être optimistes mais on a de bons espoirs en terme d'enrichissement. La relance de la construction sur Mayenne va nous permettre d'avoir des recettes complémentaires qui n'ont pas été mesurées et chiffrées dans nos prévisions. La taxe d'aménagement va nous apporter des ressources, c'est environ 1000 euros par logement. Il y a aussi la taxe d'habitation après la période de défiscalisation. C'est difficile mais il faut se montrer optimistes. Vous transmettez aux services nos plus vifs remerciements. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, prend note du rapport d'orientation budgétaire 2017.

2 - Marchés publics - Commission de délégation de service public (DSP) – Election des membres suite au dépôt des listes

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2017

M. LANDEMAINE expose :

La Ville de Mayenne dispose de deux délégations de services publics dans le domaine de l'eau :

- « délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées »
- «délégation de service public de distribution d'eau potable ».

Il vous est demandé d'élire une commission de DSP, organe essentiel à la démarche d'établissement d'une nouvelle délégation.

Pour cela : (art L 1411-5 du code général des collectivités territoriales)

Siègent à la commission avec voix délibérative (pour une commune de 3 500 habitants et plus) :

- président : l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public (DSP) ou son représentant
- cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Siègent également à la commission avec voix consultative :

- le comptable de la collectivité
- un représentant du ministre chargé de la concurrence
- un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le

président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Suite au dépôt des listes (dont les modalités ont été validées par délibération du conseil du 2 février 2017) la liste suivante se présente :

Président	M. le Maire
Titulaires	Daniel LANDEMAINE, Guy BOURGUIN, Michel MORIN, Jean-Paul ORDRONNEAU, Yves PAILLASSE
Suppléants	Isabelle BEUNEUX, Madeleine LODE, Madeleine VIDY, Marie-Claude OLIVIER, Patrick Martinez-PEREZ

Il convient donc de procéder à l'élection à bulletin secret suivi du dépouillement

Sont désignés en qualité d'assesseurs : M. BOURGUIN et M. LE SCORNET

Nombre de votants : 26

Nombre de suffrages exprimés : 26

Nombre de votes nuls/blancs : 0

La liste a obtenu 26 voix

Suite aux votes à bulletin secret, la liste ci-dessus, est élue à l'unanimité par le conseil municipal.

3 - Administration générale - Commission Consultative des Services Publics Locaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2017

M. LANDEMAINE expose :

La commission consultative des services publics est une commission mixte composée d'élus du conseil municipal et de représentants d'associations locales.

Les services publics locaux concernés par cette commission sont :

- la régie à autonomie financière des Pompes Funèbres
- le service fourrière automobiles
- le service en contrat d'affermage de l'eau et de l'assainissement

Les associations locales sont :

- Association des crématistes de la Mayenne
- Centre hospitalier du Nord – Mayenne
- Maison de retraite de la Providence
- Association Mayenne – Nature – Environnement
- Les Possibles
- Un représentant de UFC 53
- Un représentant de la CGT 53
- Un représentant de la CNL (Confédération Nationale du Logement)
- CPIE

Concernant les élus du conseil municipal, nous vous proposons la composition suivante :

- M. le Maire
- Daniel Landemaine
- Jean-Pol Lesaint
- Madeleine Lodé
- Patrick Martinez Perez
- Agnès Tripoteau

sont prévus suppléants : Guy BOURGUIN, Michel CORDIER, Nicole Creusier, Régis LAURENT, Michel MORIN

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1413-1,

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide ces propositions.

4 – Marchés publics- Commission Consultative des Services Publics Locaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2017

M. LANDEMAINE expose :

En vertu de l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire doit effectuer la communication du compte-rendu de la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL).

Celle-ci s'est réunie jeudi 23 février 2017 à 16h30 en mairie pour examiner les points suivants :

- Projet de Délégation de Service Public du service de distribution d'eau potable
- Projet de Délégation de Service Public du service de collecte et de traitement des eaux usées
- Présentation du rapport de l'analyse comparative des modes de gestion du service de distribution d'eau potable
- Présentation du rapport de l'analyse comparative des modes de gestion du service de collecte et de traitement des eaux usées
- Présentation du rapport sur le recours à une Délégation de Service Public de fourrière automobile
- Projet de Délégation de Service Public du service de fourrière automobile

L'avis de la commission est favorable sur chaque rapport et aucune réclamation n'a été portée.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, prend note de l'avis de la commission CCSPL ainsi que des rapports annexés à la présente.

5 – DIVERS - Demande d'achat de structures du service espaces verts

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2017

M. LESAIN expose :

Madame Thomas a contacté le service espaces verts pour récupérer deux structures sur le thème de la musique car c'est également le thème de son mariage. D'habitude, nous refusons ces demandes au motif que ces structures sont en général réutilisées.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise la vente des structures au prix de 15 € l'unité. Le transport sera à la charge de l'acheteur.

6 - SPORT - Soutien à l'organisation d'événements sportifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2017

M. REBOURS expose :

La commission Sport propose de retenir les associations ci-dessous et d'attribuer les subventions suivantes pour l'année 2017 :

Subvention au CAM Athlétisme

Le CAM Athlétisme a organisé 5 compétitions d'athlétisme en salle entre octobre 2016 et février 2017, dont un meeting national le 18 décembre 2016. Il est proposé d'accorder une subvention de 1 700 € au CAM Athlétisme.

Subvention au Tennis Club de Mayenne

Le Tennis Club de Mayenne a organisé du 03 au 19 février 2017, l'open national de la ville de Mayenne. Il est proposé d'accorder une subvention de 1 600 € au Tennis Club de Mayenne.

Subvention à May'Roc (club d'escalade)

Le club d'escalade May'Roc a organisé les 17 et 18 décembre 2016 un open national de bloc à Mayenne. Il est proposé d'accorder une subvention de 1 600 € à May'Roc.

Subvention à la Pétanque Mayennaise

Le club de la Pétanque Mayennaise organisera les 10 et 11 mars 2017 le premier prix de la pétanque mayennaise. Il est proposé d'accorder une subvention de 700 € à la Pétanque Mayennaise.

Subvention à l'Association Mayennaise de Badminton

L'Association Mayennaise de Badminton organisera les 01 et 02 avril 2017, le 14ème tournoi national de Badminton à Mayenne. Il est proposé d'accorder une subvention de 700 € à l'AMB.

M. le Maire : " Il me plaît de souligner l'importance de ces manifestations, parfois à portée nationale. Elles donnent une très belle image de notre ville à l'extérieur. Les participants se plaisent de la qualité de l'organisation des événements. Je suis impressionné du tournoi de Pétanque. C'est une belle manifestation et une première pour Mayenne. Merci aux associations pour leur investissement. C'est une très belle vitrine pour notre ville."

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise le versement de ces subventions telles que décrites ci-avant.

7 – PLUI - Reversement de DGD de la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2017

M. LANDEMAINE expose :

Mayenne Communauté s'est engagée en 2016 dans l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) assorti d'une révision de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

La réalisation de ces documents d'urbanisme nécessite de mener de nombreuses études : C'est le cabinet CODRA qui a été désigné en juillet 2016 pour accompagner la collectivité intercommunale dans ces démarches avec des prestations complémentaires en lien avec le commerce (Document d'Aménagement Artisanal et Commercial – DAAC avec Cibles et Stratégies), l'habitat (Programme Local de L'Habitat – PLH avec CODRA), l'agriculture (diagnostic agricole avec la Chambre d'Agriculture) et l'environnement (inventaire zones humides avec Aquascop) ainsi que sur le volet juridique - Cabinet d'avocats spécialisés- LEXCAP.

Des actions de concertation, communication auprès des élus et habitants sont programmées tout du long de la démarche.

Le montant total estimé pour la couverture de l'ensemble de ces compétences est de 693 446 € TTC, avec des subventions estimées à 179 800 €.

Suite à l'annulation du Plan Local d'Urbanisme en date du 16 janvier 2014 par le Tribunal Administratif de Nantes, le Conseil Municipal de Mayenne en date du 27 février 2014 a décidé de mettre en révision le Plan d'Occupation des Sols redevenu opposable et de prescrire l'élaboration d'un nouveau Plan Local d'Urbanisme.

Cette décision a généré le versement de 9 000 € de subvention de la part de l'État (via la Dotation Globale de Décentralisation).

Or suite à cette prescription, aucune dépense n'a été menée par la Ville de Mayenne et c'est Mayenne Communauté qui assure à présent la réalisation des documents d'urbanisme suite à sa prise de

compétence.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise le reversement de cette subvention de 9000 € à Mayenne Communauté.

8 – Délégation du service public eau de Mayenne – Choix du mode de gestion

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2017

M. LANDEMAINE expose :

Le service de l'eau potable de la ville de MAYENNE dessert un peu plus de 6 000 abonnés (14 193 habitants selon le rapport annuel d'exploitation 2015).

A partir d'achat d'eau au Syndicat Mixte de Renforcement Eau Potable Nord MAYENNE, la collectivité alimente en eau potable sur son territoire et vend de l'eau à 3 collectivités extérieures au périmètre du service.

La gestion du service de production d'eau potable est assurée par la société VEOLIA dans le cadre d'un contrat d'affermage qui arrive à échéance au 31 décembre 2017.

Afin de disposer de l'ensemble des éléments lui permettant de se prononcer sur le choix du mode de gestion à mettre en œuvre au terme du contrat de gestion déléguée en vigueur, la Ville de MAYENNE a confié au Cabinet BOURGOIS-Ingénieurs Conseils une mission d'études visant :

- à identifier les principales caractéristiques du service ;
- à présenter les différents modes de gestion envisageables pour l'exploitation du service eau potable ;
- à identifier les orientations pour un contrat futur.

Plusieurs particularités de l'exploitation du service de distribution et de stockage d'eau potable de la ville de MAYENNE peuvent influencer sur le choix de son mode de gestion.

Le choix d'une exploitation future en régie expose ainsi la collectivité à plusieurs contraintes fortes :

- L'exploitation des installations de distribution impose à la collectivité d'être en mesure de faire appel à des expertises spécifiques en matière de maîtrise de la qualité, de traitement, d'électromécanique, d'automatismes,... , qu'elle ne saurait économiquement réunir pour son seul service ;
- Le maintien des exigences actuellement fixées en matière de continuité de service, suppose de pouvoir, en toutes circonstances, maintenir à disposition 24h/24 et 7j/7 une équipe d'astreinte constituée d'un technicien spécialiste en traitement d'eau potable, d'un électromécanicien, d'un agent d'entretien et d'un cadre en mesure d'intervenir dans un délai de moins d'une heure, contrainte que la Collectivité ne saurait être en mesure de satisfaire de manière économique sans recourir au service d'une société extérieure disposant de la capacité de mutualiser ces ressources avec d'autres services ;
- Au regard des exigences réglementaires auxquelles sont soumises ce type d'installations, et de la responsabilité résultant des impacts en matière de santé publique qu'elle est susceptible d'entraîner en cas de mauvais fonctionnement, la Collectivité devrait se doter d'une compétence autonome en matière de veille et de suivi réglementaire des installations ;

Enfin il convient de ne pas sous-estimer les contraintes temporaires induites par le passage d'une gestion déléguée, constituant le régime actuel de l'exploitation, à une exploitation en régie. Ces contraintes temporaires sont de deux natures :

- Contraintes liées aux compétences et aux moyens à mobiliser pour créer la Régie, la rendre opérationnelle et à assumer l'ensemble des responsabilités qu'implique une telle démarche ;
- Nécessité par ailleurs pour la ville de MAYENNE de constituer un fonds de roulement estimé à environ 6 mois de chiffre d'affaire d'exploitation. La ville devrait financer ce fonds de roulement soit

sur ses fonds propres, soit par recours à l'emprunt avec l'impact qui en résulte en termes de taux d'endettement.

L'ensemble de ces contraintes conduisent à préconiser le recours à une externalisation de l'exploitation du service.

Dès lors deux options sont envisageables pour ce qui concerne le régime de cette externalisation :

- Le recours à un marché public de prestations de service ;
- Ou bien le recours à un nouveau contrat de concession de service.

Le recours à un marché public de prestations de service présente l'avantage de se rapporter à un régime juridique assimilable à celui d'une régie, sans pour autant en exiger les contraintes en termes de constitution et de responsabilité technique de l'exploitation.

Cette option n'exonérera toutefois pas la collectivité de devoir financer un besoin en fonds de roulement (BFR) dans la mesure où elle devra, dans ce cas, rémunérer son exploitant suivant une périodicité à minima trimestrielle. Cette rémunération intervenant à terme échu, permettra néanmoins de réduire quasiment de moitié le montant du BFR à financer par rapport à celui qui serait nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre d'une exploitation en régie directe.

Cette option présente toutefois l'inconvénient de ne pas pouvoir recourir à une procédure de consultation négociée au regard du faible niveau au-dessous duquel cette procédure est autorisée. Cette impossibilité de recourir à une procédure négociée limite les possibilités réelles d'optimisation du contrat signé avec le prestataire, seules étant admises les mises au point ne portant pas sur les éléments déterminants de l'offre jugée la mieux disante (engagements, prix et délais).

De fait le **recours à un nouveau contrat de concession de service apparaît** comme une solution mieux adaptée à la situation de la ville de MAYENNE.

La passation d'un contrat de concession de service présente essentiellement quatre avantages déterminants par rapport à la passation d'un marché public de prestation de service :

- La procédure de passation à laquelle il est soumis (ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016) réserve une large part à la négociation, ce qui permet une optimisation de l'ensemble des paramètres techniques et financiers du contrat ;
- La Collectivité est dispensée de mettre en place un fonds de roulement au titre de l'exploitation, le concessionnaire se rémunérant directement auprès des abonnés et des adhérents de la ville de MAYENNE pour les ventes d'eau en gros ;
- Les contrats de concession de service peuvent mettre à la charge du concessionnaire certains travaux si ceux-ci peuvent avoir une incidence sur les conditions, les performances et l'économie de l'exploitation ;
- Les contrats de concession de service peuvent avoir une durée supérieure aux marchés publics de prestation de service : on admet une durée de 5 ans (cf ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016), voire jusqu'à 20 ans si cette durée peut se justifier par l'amortissement d'investissements consentis par le concessionnaire.

Cette durée est favorable à l'obtention de conditions tarifaires optimisées et à une meilleure gestion patrimoniale des installations dont le concessionnaire doit assurer la maintenance.

Quelques préconisations méritent toutefois d'être dispensées, destinées à fortement relativiser les reproches les plus fréquemment formulés à l'encontre de la concession de service. Elles concernent notamment :

- La définition d'objectifs perfonanciels mesurables ;
- La transparence de gestion du renouvellement ;
- La réduction des délais de reversement de la part Collectivité ;
- Les modalités d'échange et de mise en commun de données avec les services de la collectivité ;

- Le contenu des rapports annuels technique et financier ;
- Les modalités de révision périodique du contrat.

Les prestations confiées au délégataire comprendraient entre autres :

- La responsabilité de la garde de l'ensemble des ouvrages du service ;
- La responsabilité du respect des dispositions réglementaires fixées par les arrêtés préfectoraux s'appliquant aux ouvrages des services ;
- La responsabilité du maintien des conditions de potabilité de l'eau sur l'ensemble de la chaîne de distribution, transport et stockage de l'eau jusqu'aux points de livraison aux utilisateurs ;
- L'entretien et la maintenance de l'ensemble des installations avec mise en œuvre d'une Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) permettant un archivage de l'ensemble des incidents survenus sur les ouvrages ainsi que des opérations effectuées au titre de l'entretien et de la maintenance ;
- Le relevé et le suivi des comptages de ventes d'eau aux adhérents de la ville ;
- Les travaux localisés d'entretien du génie civil des ouvrages et de la voirie interne aux installations de distribution, ainsi que les travaux d'entretien et de renouvellement des clôtures et des portails ;
- Le renouvellement des canalisations dans la cadre de la gestion d'un fonds de travaux ;
- La mise à disposition 24h/24 et 7j/7 d'une équipe d'astreinte constituée d'un technicien spécialiste en qualité d'eau potable, d'un électromécanicien, d'un agent d'entretien et d'un cadre en mesure d'intervenir dans un délai de moins d'une heure ;
- La réalisation de l'ensemble des contrôles, mesures, et analyses réglementaires se rapportant au contrôle du bon fonctionnement et de la conformité réglementaire des installations de distribution ;
- La tenue à jour de l'inventaire des ouvrages et des équipements électromécaniques des ouvrages du service, ainsi que des notices d'exploitation de ces ouvrages et équipements ;
- La prise en charge de l'ensemble des consommables - électricité, produits de traitement - nécessaires au traitement de l'eau ;
- L'évacuation et la valorisation et/ou l'élimination des sous-produits et des boues produits ;
- L'information permanente de la collectivité par la mise en œuvre :
 - d'un intranet sécurisé permettant de visualiser l'ensemble des paramètres de fonctionnement des installations et des données d'inventaires et de la GMAO ;
 - la tenue de réunions de reporting suivant une fréquence mensuelle ;
 - et la production d'un rapport annuel technique et financier conforme aux dispositions du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, pris en application de la loi du 02 février 1995.

Par ailleurs le délégataire pourra se voir confier la prise en charge financière et la réalisation d'un certain nombre de travaux à caractère concessif, conformément aux dispositions suivantes :

- Le concessionnaire aura la possibilité de proposer des travaux d'amélioration visant à fiabiliser ou optimiser le fonctionnement du service,
- Le concessionnaire se verra confier la charge de l'amortissement du rachat, pour le compte de la ville, du parc compteurs abonnés auprès du délégataire sortant,
- Par ailleurs, il pourrait être prévu, en variante, l'investissement dans la mise en œuvre des équipements de télé relève des compteurs abonnés.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son livre IV services publics locaux, chapitre 1^{er} délégation de service Public et chapitre IV section 2 relatif aux services publics industriels et commerciaux eau ;

VU l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 ;

VU le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 ;

VU l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 23 février 2017 ;

VU le rapport de présentation dressé avec l'assistance du Cabinet BOURGOIS, annexé à la présente délibération ;

Ses Commissions entendues ;

M. BOURGUIN précise que la Commission Consultative des Services Publics Locaux a émis un avis favorable."

M. le Maire : " C'est peut être fastidieux mais c'est une délibération très importante. C'est une véritable consultation où toutes les possibilités sont ouvertes. Le sortant n'est pas plus avantage. Nous sommes prêts

à remettre en cause ce qui existe actuellement. La commission veillera à la parfaite régularité et à une excellente analyse des besoins et des intérêts de la ville et de nos concitoyens. Je remercie Daniel et l'équipe qui ont travaillé sur ce dossier ainsi que le cabinet qui y ont passé beaucoup de temps."

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide de retenir le principe d'une délégation de service public pour la gestion du service public de l'eau de la Ville de MAYENNE ;
- retient le principe du recours à un nouveau contrat de concession de service ;
- autorise M. le Maire à engager la procédure permettant de désigner le concessionnaire et à prendre, en tant que de besoin, toutes dispositions utiles à l'exécution de la présente délibération ;
- retient une durée de 12 ans, en rapport avec la durée moyenne des cycles de renouvellement des équipements et au regard des investissements ;
- précise que la commission de délégation de service public instituée par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2017 est habilitée à établir la liste des candidats admis à présenter une offre dans le cadre de la présente procédure de délégation de service public, à condition que sa composition respecte en tous points celle de la commission visée à l'article L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- précise que la commission de délégation de service public instituée par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2017 est habilitée à procéder à l'ouverture des plis, à condition que sa composition respecte en tous points celle de la commission visée à l'article L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- précise que la commission de délégation de service public instituée par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2017 est habilitée à procéder à l'examen du rapport d'analyse des offres relatif à la présentation de l'opération
- et autorise M. le Maire ou M. l'Adjoint au Maire en charge des Travaux, à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

9 – Délégation du service public d'assainissement de Mayenne – Choix du mode de gestion

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2017

M. LANDEMAINE expose :

Le service de l'assainissement collectif de la ville de MAYENNE dessert un peu moins 5800 abonnés (environ 13 376 habitants selon le rapport annuel d'exploitation 2015).

En complément du secteur de MAYENNE, la Ville réceptionne les effluents d'autres services :

- Réception des effluents de SAINT BAUDELLÉ,
- Réception des effluents de PARIGNE S/BRAYE,
- Réception des effluents d'ARON,
- Réception des effluents de MOULAY.

Les installations du service comprennent principalement :

- 97 km de réseau gravitaire séparatif eaux usées,
- 11 km de réseau de refoulement,
- 33 postes de refoulement d'une capacité comprise entre 5 et 100 m³/h,
- Une installation de dépollution des eaux : la station d'épuration du HALAGE de 25 000 Eq. Hab.

La gestion du service de l'assainissement collectif est assurée par la société VEOLIA dans le cadre d'un contrat d'affermage qui arrive à échéance au 31 décembre 2017.

Afin de disposer de l'ensemble des éléments lui permettant de se prononcer sur le choix du mode de gestion à mettre en œuvre au terme du contrat de gestion déléguée en vigueur, la Ville de MAYENNE a confié au Cabinet BOURGOIS-Ingénieurs Conseils une mission d'études visant :

- à identifier les principales caractéristiques du service ;
- à présenter les différents modes de gestion envisageables pour l'exploitation du service d'assainissement collectif ;
- à identifier les orientations pour un contrat futur.

Plusieurs particularités de l'exploitation du service d'assainissement collectif de la ville de MAYENNE

peuvent influencer sur le choix de son mode de gestion.

Le choix d'une exploitation future en régie expose ainsi la collectivité à plusieurs contraintes fortes :

- L'exploitation des installations impose à la collectivité d'être en mesure de faire appel à des expertises spécifiques en matière de maîtrise de traitement, d'électromécanique, d'automatismes,..., qu'elle ne saurait économiquement réunir pour son seul service ;
- Le maintien des exigences actuellement fixées en matière de continuité de service, suppose de pouvoir, en toutes circonstances, maintenir à disposition 24h/24 et 7j/7 une équipe d'astreinte constituée d'un technicien spécialiste en traitement, d'un électromécanicien, d'un agent d'entretien et d'un cadre en mesure d'intervenir dans un délai de moins d'une heure, contrainte que la Collectivité ne saurait être en mesure de satisfaire de manière économique sans recourir au service d'une société extérieure disposant de la capacité de mutualiser ces ressources avec d'autres services ;
- Au regard des exigences réglementaires auxquelles sont soumises ce type d'installations, et de la responsabilité résultant des impacts en matière de santé publique et d'environnement qu'elle est susceptible d'entraîner en cas de mauvais fonctionnement, la Collectivité devrait se doter d'une compétence autonome en matière de veille et de suivi réglementaire des installations ;

Enfin il convient de ne pas sous-estimer les contraintes temporaires induites par le passage d'une gestion déléguée, constituant le régime actuel de l'exploitation, à une exploitation en régie. Ces contraintes temporaires sont de deux natures :

- Contraintes liées aux compétences et aux moyens à mobiliser pour créer la Régie, la rendre opérationnelle et à assumer l'ensemble des responsabilités qu'implique une telle démarche ;
- Nécessité par ailleurs pour la ville de MAYENNE de constituer un fonds de roulement estimé à environ 6 mois de chiffre d'affaire d'exploitation. La ville devrait financer ce fonds de roulement soit sur ses fonds propres, soit par recours à l'emprunt avec l'impact qui en résulte en terme de taux d'endettement.

L'ensemble de ces contraintes conduisent à préconiser le recours à une externalisation de l'exploitation du service.

Dès lors deux options sont envisageables pour ce qui concerne le régime de cette externalisation :

- Le recours à un marché public de prestations de service ;
- Ou bien le recours à un nouveau contrat de concession de service.

Le recours à un marché public de prestations de service présente l'avantage de se rapporter à un régime juridique assimilable à celui d'une régie, sans pour autant en exiger les contraintes en termes de constitution et de responsabilité technique de l'exploitation.

Cette option n'exonérera toutefois pas la collectivité de devoir financer un besoin en fonds de roulement (BFR) dans la mesure où elle devra, dans ce cas, rémunérer son exploitant suivant une périodicité à minima trimestrielle. Cette rémunération intervenant à terme échu, permettra néanmoins de réduire quasiment de moitié le montant du BFR à financer par rapport à celui qui serait nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre d'une exploitation en régie directe.

Cette option présente toutefois l'inconvénient de ne pas pouvoir recourir à une procédure de consultation négociée au regard du faible niveau au-dessous duquel cette procédure est autorisée. Cette impossibilité de recourir à une procédure négociée limite les possibilités réelles d'optimisation du contrat signé avec le prestataire, seules étant admises les mises au point ne portant pas sur les éléments déterminants de l'offre jugée la mieux disante (engagements, prix et délais).

De fait le recours à un nouveau contrat de concession de service apparaît comme une solution mieux adaptée à la situation de la ville de MAYENNE, pour autant, qu'il n'ait pas de réserve quant à ce mode de gestion, et qu'il s'attache en la forme à respecter quelques dispositions qui, somme toute, ne sont guère contraignantes.

La passation d'un contrat de concession de service présente essentiellement quatre avantages déterminants par rapport à la passation d'un marché public de prestation de service :

- La procédure de passation à laquelle il est soumis (ordonnance n°20156-65 du 29 janvier 2016 et décret n°2016-86 du 1er février 2016) réserve une large part à la négociation, ce qui permet une optimisation de l'ensemble des paramètres techniques et financiers du contrat ;
- La Collectivité est dispensée de mettre en place un fonds de roulement au titre de l'exploitation, le délégataire se rémunérant directement auprès des adhérents de la ville de MAYENNE ;

- Les contrats de concession de service peuvent mettre à la charge du délégataire certains travaux si ceux-ci peuvent avoir une incidence sur les conditions, les performances et l'économie de l'exploitation ;
- Les contrats de concession de service peuvent avoir une durée supérieure aux marchés publics de prestation de service : on admet une durée de 5 ans (cf ordonnance n°20156-65 du 29 janvier 2016 et décret n°2016-86 du 1er février 2016), voire jusqu'à 20 ans si cette durée peut se justifier par l'amortissement d'investissements consentis par le délégataire.

Cette durée est favorable à l'obtention de conditions tarifaires optimisées et à une meilleure gestion patrimoniale des installations dont le délégataire doit assurer la maintenance.

Quelques préconisations méritent toutefois d'être dispensées, destinées à fortement relativiser les reproches les plus fréquemment formulés à l'encontre de la concession de service. Elles concernent notamment :

- La définition d'objectifs performanciers mesurables ;
- La transparence de gestion du renouvellement ;
- La réduction des délais de reversement de la part Collectivité ;
- Les modalités d'échange et de mise en commun de données avec les services de la collectivité ;
- Le contenu des rapports annuels technique et financier ;
- Les modalités de révision périodique du contrat.

Les prestations confiées au délégataire comprendraient entre autres :

- La responsabilité de la garde de l'ensemble des ouvrages du service ;
- La responsabilité du respect des dispositions réglementaires fixées par les arrêtés préfectoraux s'appliquant aux ouvrages des services ;
- La responsabilité de la préservation du milieu naturel vis-à-vis des risques de rejets,
- L'entretien et la maintenance de l'ensemble des installations avec mise en œuvre d'une Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) permettant un archivage de l'ensemble des incidents survenus sur les ouvrages ainsi que des opérations effectuées au titre de l'entretien et de la maintenance ;
- Les travaux localisés d'entretien du génie civil des ouvrages et de la voirie interne aux installations, ainsi que les travaux d'entretien et de renouvellement des clôtures et des portails ;
- Le renouvellement des équipements électromécaniques, des branchements,...
- La mise à disposition 24h/24 et 7j/7 d'une équipe d'astreinte constituée d'un technicien spécialiste en traitement, d'un électromécanicien, d'un agent d'entretien et d'un cadre en mesure d'intervenir dans un délai de moins d'une heure ;
- La réalisation de l'ensemble des contrôles, mesures, et analyses réglementaires se rapportant au contrôle du bon fonctionnement et de la conformité réglementaire des installations ;
- La tenue à jour de l'inventaire des ouvrages et des équipements électromécaniques des ouvrages du service, ainsi que des notices d'exploitation de ces ouvrages et équipements ;
- La prise en charge de l'ensemble des consommables - électricité, produits de traitement - nécessaires au traitement ;
- L'évacuation et la valorisation et/ou l'élimination des sous-produits et des boues produits ;
- L'information permanente de la collectivité par la mise en œuvre :
 - d'un intranet sécurisé permettant de visualiser l'ensemble des paramètres de fonctionnement des installations, des données d'inventaires et de la GMAO ;
 - la tenue de réunions de reporting suivant une fréquence mensuelle ;
 - la production d'un rapport annuel technique et financier conforme aux dispositions du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, pris en application de la loi du 02 février 1995.

Par ailleurs le délégataire pourra se voir confier la prise en charge financière et la réalisation d'un certain nombre de travaux à caractère concessif, conformément aux dispositions suivantes :

- Des travaux de mise en conformité des installations avec la réglementation liée à l'hygiène et la sécurité du travail,
- La mise en place d'un programme contractuel d'investissement visant à fiabiliser le fonctionnement des installations

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son livre IV services publics locaux, chapitre 1^{er} délégation de service Public et chapitre IV section 2 relatif aux services publics industriels et

commerciaux eau ;

VU l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 ;

VU le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 ;

VU l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 23 février 2017 ;

VU le rapport de présentation dressé avec l'assistance du Cabinet BOURGOIS, annexé à la présente délibération ;

Ses Commissions entendues ;

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide de retenir le principe d'une délégation de service public pour la gestion du service public d'assainissement collectif de la Ville de MAYENNE ;
- retient le principe du recours à un nouveau contrat de concession de service ;
- autorise M. le Maire à engager la procédure permettant de désigner le concessionnaire et à prendre, en tant que de besoin, toutes dispositions utiles à l'exécution de la présente délibération ;
- retient une durée de 12 ans, en rapport avec la durée moyenne des cycles de renouvellement des équipements et au regard des investissements ;
- précise que la commission de délégation de service public instituée par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2017 est habilitée à établir la liste des candidats admis à présenter une offre dans le cadre de la présente procédure de délégation de service public, à condition que sa composition respecte en tous points celle de la commission visée à l'article L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- précise que la commission de délégation de service public instituée par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2017 est habilitée à procéder à l'ouverture des plis, à condition que sa composition respecte en tous points celle de la commission visée à l'article L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- précise que la commission de délégation de service public instituée par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2017 est habilitée à procéder à l'examen du rapport d'analyse des offres relatif à la présentation de l'opération
- et autorise M. le Maire ou M. l'Adjoint au Maire en charge des Travaux, à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

10 – Groupement de commandes – Maintenance chauffage, ventilation, climatisation

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2017

M. LESAIN expose :

La maintenance des installations et équipements de chauffage, de climatisation et d'eau chaude sanitaire est actuellement assurée par un contrat arrivant à terme le 31 août 2017 pour les bâtiments communaux et intercommunaux. Semblablement le contrat de fourniture de gaz naturel prend fin au 31 août 2017.

Afin de garantir le bon fonctionnement du matériel susvisé il convient de relancer une consultation pour les cinq prochaines années.

La ville de Mayenne et Mayenne Communauté ayant pour projet de lancer une consultation pour les besoins présentés ci-dessus, il est proposé de constituer un groupement de commandes.

L'objectif de celui-ci est la désignation d'un seul prestataire afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique.

Cette procédure sera numérotée 17SER05, intitulée « Maintenance chauffage – ventilation – climatisation » et aboutira à deux marchés (un pour chaque collectivité du groupement). Au regard du montant estimé des achats, une consultation sous forme d'appel d'offres sera nécessaire.


Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordinateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité. Le choix du titulaire sera effectué par la commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour choisir le titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat. Un représentant de la ville de Mayenne sera également invité à participer à cette réunion avec voix consultative.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire :

- **à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation ;**
- **à signer le marché avec le titulaire désigné par le coordonnateur**
- **et à exécuter le marché avec le titulaire désigné par le coordonnateur.**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance publique est levée à 21 h 45

Vu
LE MAIRE,
Michel ANGOT

A large, stylized black ink signature, likely belonging to Michel ANGOT, written over the printed name.

Vu
LA SECRETAIRE,
Florence LEFEBVRE

A blue ink signature, likely belonging to Florence LEFEBVRE, written over the printed name.